

Arrêté royal du 16 février 1970 portant création des Comités provinciaux pour la promotion du travail (M.B. 29.4.1970)

Modifié par: (1) arrêté royal du 20 février 1974 (M.B. 9.4.1974)
(2) arrêté royal du 2 juin 1975 (M.B. 18.10.1975)
(3) arrêté royal du 24 octobre 1975 (M.B. 8.1.1976)
(4) arrêté royal du 24 décembre 1987 (M.B. 18.3.1988)
(5) arrêté royal du 12 juillet 1988 (M.B. 7.10.1988)
(6) arrêté royal du 12 mars 1991 (M.B. 3.5.1991)
(7) arrêté royal du 24 janvier 1994 (M.B. 18.2.1994)
(8) arrêté royal du 23 juin 1995 (M.B. 6.9.1995)
(9) arrêté royal du 23 octobre 2006 adaptant les différents arrêtés royaux à la restructuration du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail (M.B. 21.11.2006; Erratum: M.B. 21.12.2006)

Article 1^{er}.- Il est institué auprès de la Direction générale Humanisation du travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, dix Comités provinciaux pour la promotion du travail.

Art. 2 à 8.- *abrogés par A.R. 23.10.2006*

Art. 9.- Un Comité provincial pour la promotion du travail est institué au chef-lieu de chaque province. Il est chargé, au niveau provincial, d'assister la Direction générale Humanisation du travail dans l'exercice de sa mission.

Art. 10.- Le Comité provincial est composé:

- 1° d'un président;
- 2° de deux vice-présidents;
- 3° de trois membres choisis parmi les candidats présentés sur une liste double par les organisations représentatives des employeurs, étant entendu toutefois qu'un membre représente les petites et moyennes entreprises et que sur chaque liste des candidats à présenter figure un membre représentant les petites et moyennes entreprises;
- 4° de trois membres choisis parmi les candidats présentés sur une liste double par les organisations représentatives des travailleurs;
- 5° des chefs de direction des services extérieurs de la direction générale Contrôle du bien-être au travail établis dans la province;
- 6° un inspecteur social compétent en matière de bien-être au travail, qui est spécialisé dans une autre discipline que le chef de direction visé au 5° et désigné par celui-ci.

Le Comité provincial peut comprendre encore:

- 1° un chimiste appartenant à la Direction générale Contrôle du bien-être au travail;

2° à raison de quatre membres au plus, des délégués des enseignements officiel, libre, provincial et communal présentés par le gouverneur de la province sur proposition des autorités concernées.

Le Comité provincial de la province d'Anvers comprend également, en tant que membre, le directeur du Provinciaal Veiligheidsinstituut à Anvers.

S'il le juge opportun, le Comité provincial peut faire appel à des experts pour des questions particulières.

Art. 11.- La présidence du Comité provincial est assurée par le gouverneur de la province ou son délégué.

Le Comité provincial désigne un vice-président parmi les membres représentant les organisations représentatives des employeurs et un vice-président parmi les membres représentant les organisations représentatives des travailleurs.

Le secrétariat du Comité provincial est assuré par un secrétaire, éventuellement assisté d'un secrétaire adjoint, choisis parmi le personnel provincial et nommés par le Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions sur proposition du gouverneur de la province.

Art. 12.- Les membres visés à l'article 10, alinéa 1er, 3°, 4° et 6°, et l'alinéa 2 sont nommés par le Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions pour une durée de six ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 13.- Le Comité provincial établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions, après avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail.

Art. 14.- Le Comité provincial établit annuellement son programme d'activité pour l'exercice suivant, et le transmet au plus tard le 1er mai de l'année en cours au Directeur général de la Direction générale Humanisation du travail.

Celui-ci soumet le programme à l'approbation du Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions, après avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail.

Art. 15.- Le Comité provincial établit annuellement un rapport d'activité. Celui-ci est transmis, au plus tard le 15 mars de l'exercice suivant au Directeur général de la Direction générale Humanisation du travail, qui le communique au Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions, et au Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail.

Art. 16.- L'autorité provinciale met à la disposition du Comité provincial les locaux et l'équipement nécessaires à son fonctionnement.

Art. 17.- Sur proposition du gouverneur de province, le Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions accorde au secrétaire d'un Comité provincial une allocation forfaitaire mensuelle de 8.000 francs au maximum et au secrétaire adjoint une allocation forfaitaire mensuelle de 4.000 francs au maximum.

Art. 18.- Sur proposition du gouverneur de province, le Ministre ayant l'Emploi et le Travail dans ses attributions peut autoriser le secrétaire et le secrétaire adjoint d'un Comité provincial

à se servir de leur voiture personnelle, pour les déplacements nécessités par l'exercice de leurs fonctions de secrétaire et de secrétaire adjoint, jusqu'à concurrence de 4.500 kilomètres par an et par province.

Dans ce cas, le secrétaire et le secrétaire adjoint ont droit à une indemnité kilométrique conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. Pour l'application du présent article, ils sont assimilés aux fonctionnaires du rang 13.

Art. 19.- Dans les limites des crédits inscrits au budget de son département, le Ministre qui a l'Emploi et le Travail dans ses attributions, met à la disposition du Comité provincial les moyens nécessaires à la réalisation du programme annuel d'activité approuvé.

Des avances de fonds sont consenties au secrétaire du Comité provincial, qui en justifie l'emploi dans les formes et délais prescrits par les lois et règlements sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 20.- *abrogé par A.R. 23.6.1995*

Art. 21.- Les membres des Comités provinciaux et les experts qui assistent à une réunion ou accomplissent une mission en dehors du lieu de leur résidence reçoivent:

- a) le remboursement des frais de parcours, aux conditions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965;
- b) une indemnité pour frais de séjour, aux conditions fixées par l'arrêté royal du 24 décembre 1964.

Pour l'application de ce dernier arrêté royal et de l'article 8 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965, les membres et experts qui n'appartiennent pas à une administration de l'Etat ou à un organisme d'intérêt public ou à un cabinet ministériel sont assimilés aux fonctionnaires des administrations de l'Etat des rangs 10 à 14.

Art. 22 et 23.- *abrogé par A.R. 23.6.1995*

Art. 24.- Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il a été publié au Moniteur belge.

Art. 25. - Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.